

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2012 définitive



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -87,1 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2012 s'élève à -87,1 milliards € (y compris période complémentaire) contre -90,8 milliards € à fin décembre 2011 à périmètre constant. Cette variation est due à la progression des recettes

(+10,1 milliards €) et l'amélioration du solde des comptes spéciaux (+1,6 milliard €) en partie compensée par la hausse des dépenses (8,1 milliards €).

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 299,5 milliards €

Les principales missions de l'année

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 62,3 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 56,4 milliards € dont 46,3 milliards € au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Défense** : 38,9 milliards € dont 23,4 milliards € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 25,3 milliards € dont 12,5 milliards € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Sécurité** : 17,1 milliards € partagés entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 9,2 milliards € et « Gendarmerie nationale » pour 7,8 milliards €.

Les dépenses nettes à fin décembre 2012 s'élèvent à 299,5 milliards € contre 291,5 milliards € à fin décembre 2011 à périmètre constant. La progression des dépenses concerne en premier lieu, les dépenses de fonctionnement (+8 milliards € dont 6,5 milliards € au titre de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité) et de personnel (+1,9 milliard € dont 1,7 milliard € au titre des cotisations et contributions sociales).

Recettes du budget général (hors R&D) : 211,4 milliards €

Recettes fiscales (hors R&D) : 268,4 milliards €

Elles s'élevaient à 255,2 milliards € à périmètre constant à fin décembre 2011. Cette progression est due à l'augmentation de l'impôt sur le revenu (+8 milliards €), de l'impôt sur les sociétés (+1,8 milliard €), de la TVA (+1,3 milliard €), des recettes diverses (+1,1 milliard € dont 0,5 milliard €

dû à la taxe de risque systémique sur les banques), des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes (+0,8 milliard €) et de l'impôt de solidarité sur la fortune (+0,7 milliard €).

Recettes non fiscales : 14,1 milliards €

Les recettes non fiscales à fin décembre 2012 s'élèvent à 14,1 milliards € contre 16,4 milliards € en 2011. Cet écart s'explique notamment par la baisse des dividendes et recettes assimilées (-3,1 milliards €) et l'absence de prélèvements sur les

fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (-1 milliard €), partiellement compensées par la recette exceptionnelle enregistrée cette année, relative à la procédure



d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine (1,4 milliard €) ainsi que par la

recette accidentelle liée aux francs non échangés (0,5 milliard €).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -74,6 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin décembre 2012 à -74,6 milliards € contre -74,2 milliards € à fin décembre 2011 à périmètre constant. Les prélèvements sur les recettes de l'Etat

au profit des collectivités territoriales ont baissé de 0,3 milliard € alors que celles au profit de l'Union européenne ont augmenté de 0,8 milliard €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 1 milliard €

Au 31 décembre 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à 1 milliard € contre -0,6 milliard € en décembre 2011. Cet écart s'explique surtout par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers notamment le compte « Prêts à des Etats étrangers » (+6,8 milliards €) suite au prêt

accordé à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » de -4 milliards € (remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009).

Dette financière de l'Etat au 31 décembre : 1 392,2 milliards €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 61,9 milliards €), les BTAN (émissions nettes de 22,5 milliards €). Les montants des BTF et des

autres emprunts ont respectivement diminué de 11,2 milliards € et de 1,1 milliard € au cours de l'exercice.

Situation de la trésorerie de l'Etat au 31 décembre : -69 milliards €

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin décembre présente un solde créditeur de 69 milliards €. Le décaissement net au titre de l'année 2012 s'élève à 11,2 milliards €.

Les principaux encaissements de l'année sont constitués par des impôts et taxes à hauteur de 346,9 milliards € et d'autres encaissements pour 97,4 milliards € (recettes d'impôts locaux essentiellement).

Les principaux flux de décaissements concernent des dépenses d'intervention pour 144,7 milliards €, des dépenses de personnel pour 132,9 milliards €, d'autres décaissements pour 94,8 milliards € (avances aux collectivités territoriales notamment), des remboursements et restitutions sur impôts et taxes pour 68,8 milliards € et des intérêts payés pour 44,9 milliards €.



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-86 194	-87 150	-90 821	-90 718	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	299 596	299 535	291 453	291 252	6
Recettes du budget général (hors R et D)	212 792	211 379	201 258	201 160	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	58 987	59 480	51 473	51 473	
- IS	40 335	40 832	39 074	39 074	
- TVA	136 744	133 403	132 108	131 880	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	610	1 006	-626	-626	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie		-11 173			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		99 536			19
Dettes financières de l'Etat		1 392 183			20



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2012	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics		992	1 016	1 016
Dépenses de personnel		118 946	117 083	117 710
Dépenses de fonctionnement		54 896	46 923	46 247
Charges de la dette de l'Etat		46 303	46 256	46 256
Dépenses d'investissement		11 028	11 178	11 178
Dépenses d'intervention		66 153	68 080	67 928
Dépenses d'opérations financières		1 218	917	917
Total des dépenses (hors R et D) (I)	299 596	299 535	291 453	291 252
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	270 073	268 438	255 217	255 018
Recettes non fiscales	14 050	14 110	16 374	16 380
Prélèvements sur recettes	-74 641	-74 635	-74 162	-74 067
Fonds de concours	3 310	3 467	3 829	3 829
Total des recettes (hors R&D II)	212 792	211 379	201 258	201 160
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	287 433	286 014	275 420	275 227
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-86 804	-88 156	-90 195	-90 092
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	106	-274	1 538	1 538
Solde des comptes de concours financiers	322	1 129	-2 440	-2 440
Solde des comptes de commerce	114	83	217	217
Solde des comptes d'opérations monétaires	68	-400	1 487	1 487
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	610	1 006	-626	-626
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III+IV)	-86 194	-87 150	-90 821	-90 718



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2012	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL		118 946	117 083	117 710
Rémunérations d'activité		69 660	69 256	69 608
Cotisations et contributions sociales		48 530	46 818	47 089
Prestations sociales et allocations diverses		755	1 009	1 013
AUTRES TITRES		180 590	174 370	173 542
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics		992	1 016	1 016
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement		54 896	46 923	46 247
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		29 841	21 297	21 319
Subventions pour charges de service public		25 055	25 626	24 928
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat		46 303	46 256	46 256
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		46 303	46 256	46 256
Titre 5 - Dépenses d'investissement		11 028	11 178	11 178
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		9 507	9 683	9 683
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		1 521	1 495	1 495
Titre 6 - Dépenses d'intervention		66 153	68 080	67 928
Transferts aux ménages		25 444	25 522	25 522
Transferts aux entreprises		10 476	11 176	11 102
Transferts aux collectivités territoriales		7 468	7 535	7 481
Transferts aux autres collectivités		22 635	23 248	23 224
Appels en garantie		130	599	599
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières		1 218	917	917
Prêts et avances		179	144	144
Dotations en fonds propres		505	259	259
Dépenses de participations financières		534	514	514
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	299 596	299 535	291 453	291 252



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2012		Cumul à fin décembre 2012		Cumul à fin décembre 2011 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	2 893	2 915	2 717	2 768	2 978
Action de la France en Europe et dans le monde	1 781	1 783	1 605	1 641	1 822
Diplomatie culturelle et d'influence	746	746	739	740	738
Français à l'étranger et affaires consulaires	366	366	369	371	356
Présidence française du G20 et du G8	0	20	3	17	62
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 721	2 782	2 715	2 735	2 559
Administration territoriale	1 726	1 710	1 699	1 702	1 713
Vie politique, culturelle et associative	421	419	359	362	165
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	574	653	657	671	681
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	3 751	3 755	3 721	3 839	3 574
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 114	2 114	2 082	2 196	1 910
Forêt	346	355	338	348	358
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	530	530	543	544	546
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	762	756	758	750	760
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	2 455	3 035	2 527	3 042	3 297
Aide économique et financière au développement	605	1 146	679	1 157	1 183
Solidarité à l'égard des pays en développement	1 832	1 871	1 843	1 868	2 086
Développement solidaire et migrations	18	18	4	18	28
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3 113	3 102	3 134	3 123	3 256
Liens entre la Nation et son armée	129	118	123	116	133
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 878	2 878	2 910	2 910	3 017
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	107	107	101	97	106
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	597	602	593	608	575
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	344	349	348	364	337
Conseil économique, social et environnemental	38	38	39	39	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	214	215	206	204	200
CULTURE	2 568	2 714	2 546	2 650	2 752
Patrimoines	786	858	774	802	903
Création	732	784	728	787	777
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 050	1 073	1 044	1 061	1 072
DEFENSE	40 462	38 502	34 838	38 876	38 751
Environnement et prospective de la politique de défense	1 882	1 768	1 791	1 781	1 783
Préparation et emploi des forces	23 701	23 005	23 342	23 445	23 397
Soutien de la politique de la défense	3 389	3 010	3 233	3 114	2 954
Equipement des forces	11 490	10 720	6 472	10 536	10 617
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	1 419	1 106	1 182	1 062	1 034
Coordination du travail gouvernemental	977	582	567	533	509
Protection des droits et libertés	79	91	77	89	85
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	363	433	538	441	440
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	12 483	10 900	11 363	10 948	11 641
Infrastructures et services de transports	6 371	5 401	5 396	5 470	6 066
Sécurité et circulation routières	53	53	50	50	54
Sécurité et affaires maritimes	142	142	141	140	141
Météorologie	205	205	204	204	195
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	358	347	325	326	340
Information géographique et cartographique	95	95	95	95	80
Prévention des risques	339	266	228	261	286
Energie, climat et après-mines	672	680	631	642	710
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	4 248	3 711	4 293	3 760	3 769



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2012		Cumul à fin décembre 2012		Cumul à fin décembre 2011 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	2 328	2 339	2 007	2 026	2 049
Développement des entreprises et de l'emploi	1 321	1 333	1 009	1 027	1 047
Tourisme	41	43	36	42	46
Statistiques et études économiques	461	459	460	453	449
Stratégie économique et fiscale	505	505	503	504	507
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	66 282	56 496	56 370	56 370	47 746
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	46 359	46 359	46 303	46 303	46 255
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	189	189	122	122	599
Epargne	654	654	654	654	697
Majoration de rentes	185	185	183	183	195
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité ⁽¹⁾	16 310	6 523	6 523	6 523	0
Recapitalisation de Dexia ⁽¹⁾	2 585	2 585	2 585	2 585	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	61 995	62 245	62 019	62 345	61 656
Enseignement scolaire public du premier degré	18 158	18 158	18 310	18 311	18 084
Enseignement scolaire public du second degré	29 617	29 617	29 550	29 550	29 339
Vie de l'élève	3 945	3 997	3 953	4 009	3 852
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 074	7 074	7 074	7 075	7 017
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 146	2 095	2 122	2 096	2 080
Enseignement technique agricole	1 056	1 304	1 010	1 304	1 284
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 440	11 488	11 507	11 525	11 669
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 381	8 363	8 377	8 378	8 445
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	233	268	258	286	327
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	853	867	890	865	913
Facilitation et sécurisation des échanges	1 582	1 595	1 594	1 586	1 600
Entretien des bâtiments de l'Etat	178	179	178	189	176
Fonction publique	214	216	210	221	208
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	741	737	748	734	724
Immigration et asile	658	658	671	655	646
Intégration et accès à la nationalité française	83	78	78	79	78
JUSTICE	9 223	7 357	9 216	7 300	7 107
Justice judiciaire	3 308	2 952	4 300	2 999	2 897
Administration pénitentiaire	4 473	3 002	3 338	2 966	2 814
Protection judiciaire de la jeunesse	791	771	772	755	764
Accès au droit et à la justice	361	345	311	311	362
Conduite et pilotage de la politique de la justice	285	283	492	267	266
Conseil supérieur de la magistrature ⁽¹⁾	4	4	3	3	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	1 224	1 254	1 229	1 267	1 350
Presse	386	390	375	385	414
Livre et industries culturelles	248	274	234	262	284
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	431	431	462	462	401
Action audiovisuelle extérieure	159	159	159	159	251
OUTRE-MER	2 109	1 957	2 158	2 024	1 935
Emploi outre-mer	1 305	1 330	1 337	1 356	1 285
Conditions de vie outre-mer	805	627	821	668	650
POLITIQUE DES TERRITOIRES	345	362	263	303	340
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	268	286	190	251	277
Interventions territoriales de l'Etat	77	76	73	52	63



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2012		Cumul à fin décembre 2012		Cumul à fin décembre 2011 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	997	997	991	991	1 016
Présidence de la République	109	109	103	103	110
Assemblée nationale	518	518	518	518	534
Sénat	324	324	324	324	328
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
PROVISIONS	315	15	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	315	15	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	25 725	25 391	25 657	25 279	25 335
Formations supérieures et recherche universitaire	12 808	12 571	12 778	12 545	12 367
Vie étudiante	2 196	2 192	2 323	2 319	2 177
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 112	5 112	5 097	4 959	5 032
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 250	1 250	1 240	1 240	1 237
Recherche spatiale	1 391	1 391	1 376	1 376	1 376
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	1 348	1 277	1 283	1 245	1 444
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	1 004	980	965	998	1 091
Recherche duale (civile et militaire)	187	187	178	178	189
Recherche culturelle et culture scientifique	123	123	119	119	124
Enseignement supérieur et recherche agricoles	305	307	299	300	298
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	6 601	6 601	6 711	6 711	6 360
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 043	4 043	4 031	4 031	3 935
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	856	856	856	856	818
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 702	1 702	1 824	1 824	1 607
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	2 717	2 675	2 677	2 661	2 657
Concours financiers aux communes et groupements de communes	815	771	767	743	743
Concours financiers aux départements	468	479	481	481	474
Concours financiers aux régions	906	906	908	908	910
Concours spécifiques et administration	527	520	522	529	530
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	91 612	91 612	90 594	90 559	84 395
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	80 302	80 302	79 120	79 093	72 915
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	11 310	11 310	11 474	11 466	11 480
SANTE	1 326	1 326	1 318	1 317	1 375
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	688	688	684	683	696
Protection maladie	638	638	634	634	679
SECURITE	17 174	17 069	17 010	17 055	16 807
Police nationale	9 279	9 213	9 128	9 205	9 086
Gendarmerie nationale	7 895	7 856	7 882	7 849	7 721
SECURITE CIVILE	404	432	407	445	418
Intervention des services opérationnels	255	260	268	270	255
Coordination des moyens de secours	149	172	139	175	163
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	12 820	12 789	12 812	12 783	12 314
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	243	240	239	239	519
Actions en faveur des familles vulnérables	232	232	236	236	242
Handicap et dépendance	10 819	10 818	10 821	10 807	10 074
Egalité entre les hommes et les femmes	19	19	20	20	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 507	1 480	1 497	1 481	1 459



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2012		Cumul à fin décembre 2012		Cumul à fin décembre 2011 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	489	491	459	464	491
Sport	268	271	261	265	278
Jeunesse et vie associative	221	221	198	199	213
TRAVAIL ET EMPLOI	10 136	10 168	10 632	10 344	11 744
Accès et retour à l'emploi	5 466	5 418	6 057	5 715	6 321
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	3 869	3 928	3 760	3 781	4 610
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	61	77	68	87	67
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	741	745	747	762	746
VILLE ET LOGEMENT	7 996	7 994	8 031	7 938	7 943
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 263	1 263	1 299	1 301	1 261
Aide à l'accès au logement	5 750	5 750	5 750	5 750	5 544
Développement et amélioration de l'offre de logement	488	474	478	375	568
Politique de la ville et du Grand Paris	495	507	504	512	570
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	406 461	391 208	388 151	390 094	375 848

(1) Programme créée en 2012



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2012	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	65 280	65 510	58 545	58 545
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	6 672	6 706	5 668	5 668
Impôt sur les sociétés (C)	55 227	56 432	52 975	52 975
Impôt sur les sociétés	55 071	56 244	52 975	52 975
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	156	188	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	15 183	15 075	12 889	12 889
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	659	634	557	557
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	6 654	6 598	5 806	5 806
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	1	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	14	36	13	13
Impôt de solidarité sur la fortune	5 175	5 043	4 321	4 321
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	42	67	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	110	112	83	83
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	100	141	272	272
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	13	16	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	16	23	15	15
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	89	100	88	88
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	4	8	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	20	11	25	25
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	279	273	758	758
Recettes diverses	2 008	2 010	901	901
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	13 333	13 498	14 235	14 261
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	188 179	184 666	178 980	178 752
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	17 811	17 110	16 321	16 323
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	698	529	497	497
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	196	176	177	177
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	1	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	9	62	62



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2012	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 500	1 416	1 627	1 627
Mutations à titre gratuit par décès	7 781	7 662	7 013	7 013
Autres conventions et actes civils	530	473	393	393
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	388	357	271	271
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	81	110	97	97
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	127	145	120	120
Timbre unique	122	164	134	134
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	362	353	346	346
Autres droits et recettes accessoires	7	4	4	4
Amendes et confiscations	58	39	148	148
Taxe générale sur les activités polluantes	226	283	190	190
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	29	29	28	28
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	172	172	170	170
Autres droits et recettes à différents titres	4	4	3	3
Taxe sur les achats de viande	250	278	157	157
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	51	48	50	50
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	53	50	52	52
Taxe sur certaines dépenses de publicité	30	30	29	29
Taxe de l'aviation civile	77	62	75	77
Taxe sur les installations nucléaires de base	579	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	29	27	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 001	2 019	2 100	2 100
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	740	742	760	760
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	454	429	449	449
Prélèvements sur les paris sportifs	116	121	94	94
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	76	68	75	75
Redevance sur les paris hippiques en ligne	92	88	94	94
Taxe sur les transactions financières (2)	537	199	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	20	26	93	93
Autres taxes	419	420	180	180
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	361 685	358 997	339 612	339 413
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	270 073	268 438	255 217	255 018

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2012	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	4 403	4 642	7 769	7 769
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 120	1 114	2 808	2 808
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	169	328	545	545
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3 114	3 200	4 416	4 416
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	3 341	3 201	1 716	1 722
Revenus du domaine public non militaire	230	235	188	188
Autres revenus du domaine public	175	109	145	145
Revenus du domaine privé	72	46	61	61
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1 643	1 645	177	177
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 134	1 090	1 079	1 085
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	65	59	52	52
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	21	17	14	14
Produits de la vente de biens et de services (C)	1 174	1 156	1 191	1 191
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	514	503	519	519
Autres frais d'assiette et de recouvrement	503	490	494	494
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	75	75	96	96
Produits de la vente de divers biens	2	0	1	1
Produits de la vente de divers services	65	77	65	65
Autres recettes diverses	15	10	16	16
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	626	663	1 224	1 224
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	360	345	532	532
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	2	1	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	37	37	34	34
Intérêts des autres prêts et avances	31	94	334	334
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	148	137	279	279
Autres avances remboursables sous conditions	5	7	7	7
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	22	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	20	29	29



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2012	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	1 522	1 293	1 048	1 048
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	482	459	362	362
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	560	463	248	248
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	12	13	9	9
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	20	27	15	15
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	330	283	295	295
Frais de poursuite	115	45	117	117
Frais de justice et d'instance	1	0	1	1
Intérêts moratoires	1	1	0	0
Pénalités	1	1	1	1
Divers (F)	2 984	3 155	3 426	3 426
Reversements de Natixis	100	100	220	220
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	300	600	450	450
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	965	965
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	322	325	162	162
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	140	143	134	134
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	11	9	10	10
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	580	555	530	530
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	61	61	49	49
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	1	0	35	35
Frais d'inscription	8	9	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	10	10	10	10
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	3	6	3	3
Récupération d'indus	61	44	61	61
Recouvrements après admission en non-valeur	245	190	202	202
Divers versements de l'Union européenne	54	54	75	75
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	60	4	67	67
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	34	29	34	34
Recettes diverses en provenance de l'étranger	3	2	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	4	3	3	3
Solte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	710	674	186	186
Produits divers	117	140	24	24
Autres produits divers	160	196	198	198
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	14 050	14 110	16 374	16 380



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2012	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-55 590	-55 584	-55 931	-55 836
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 390	-41 394	-41 265	-41 265
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-24	-24	-27	-27
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-29	-4	-32	-32
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ⁽²⁾	0	0	-380	-380
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-5 381	-5 532	-5 388	-5 388
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 901	-1 917	-1 935	-1 874
Dotations élu local	-65	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-40	-37	-37
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-501	-500	-500
Dotations départementales d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
Dotations régionales d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux ⁽²⁾	0	0	-176	-176
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	-2	-3	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-79	-2	-206	-206
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-3 428	-3 435	-3 368	-3 368
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-880	-856	-950	-950
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-430	-361	-463	-463
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-115	-115
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽¹⁾	-443	-457	6	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales ⁽¹⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés ⁽¹⁾	-4	-4	-40	0
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 ⁽¹⁾	-6	-4	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-19 051	-19 052	-18 231	-18 231
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-74 641	-74 635	-74 162	-74 067
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		3 122	3 424	3 424
Fonds de concours - coopération internationale		345	405	405
TOTAL FONDS DE CONCOURS	3 310	3 467	3 829	3 829

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Prévision annuelle 2012			Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses		Recettes		Soldes	
				2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	70 336	70 442	106	69 260	55 472	68 986	57 010	-274	1 538
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	234	234	0	230	0	236	0	7	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 373	1 373	0	1 375	684	1 296	1 301	-79	617
Développement agricole et rural	111	111	0	114	109	117	110	3	1
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	30	30	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale ⁽¹⁾	377	377	0	241	0	367	0	126	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	575	575	0	560	466	653	626	93	160
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	513	500	-13	461	422	547	616	86	194
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	900	1 320	420	1 100	89	1 320	936	220	847
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	199	199	0	199	0	199	0	0	0
Participations financières de l'Etat	11 108	11 108	0	10 223	716	9 729	635	-494	-81
Pensions	54 636	54 335	-301	54 431	52 811	54 196	52 570	-235	-241
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	280	280	0	325	175	325	216	0	41
Comptes de concours financiers	102 918	103 240	322	98 375	102 458	99 503	100 018	1 129	-2 440
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7 663	7 687	24	6 836	6 789	6 868	6 701	32	-88
Avances à l'audiovisuel public	3 290	3 290	0	3 290	3 222	3 290	3 222	0	0
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres ⁽²⁾	0	0	0	0	396	0	198	0	-198
Avances aux collectivités territoriales	90 243	91 293	1 050	87 471	84 313	88 560	85 009	1 089	696
Avances aux organismes de sécurité sociale ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	1 712	954	-758	754	7 607	777	817	22	-6 790
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	10	16	6	22	131	8	4 071	-14	3 940
Comptes de commerce			114	52 143	53 624	52 226	53 841	83	217
Approvisionnement des armées en produits pétroliers				760	753	683	730	-77	-23
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				158	151	159	156	1	5
Couverture des risques financiers de l'Etat				1 160	2 039	1 160	2 039	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				623	579	523	509	-100	-70
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				49 253	49 898	49 561	50 219	307	321
Gestion des actifs carbonés de l'Etat				119	0	48	0	-72	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes				5	3	8	9	3	6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses				0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines				39	46	60	65	21	19
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement ⁽²⁾				0	131	0	90	0	-41
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				23	24	23	24	1	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾				1	0	0	0	-1	0
Comptes d'opérations monétaires			68	2 600	3 221	2 200	4 708	-400	1 487
Emission des monnaies métalliques				189	173	248	240	59	67
Opérations avec le Fonds Monétaire International				2 383	3 011	1 914	4 439	-469	1 428
Pertes et bénéfices de change				28	37	38	29	10	-8
TOTAL COMPTES SPECIAUX			610	222 378	214 775	222 915	215 577	538	802
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)			610	219 995	211 764	221 002	211 138	1 006	-626

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

unité : million d'€.

		Cumul à fin décembre	
		2012	2011
Flux de trésorerie liés à l'activité	Encaissements	470 295	454 611
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	1 143	793
	Autres recettes de fonctionnement	8 065	4 896
	Impôts et taxes encaissés	346 903	330 698
	Autres recettes régaliennes	5 577	5 646
	Recettes d'intervention	3 115	916
	Intérêts et dividendes reçus	8 056	12 272
	Autres encaissements	97 436	99 390
	Décaissements	534 686	530 594
	Dépenses de personnel	132 910	131 440
	Achats et prestations externes payés	19 801	20 332
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	68 768	65 941
	Autres dépenses de fonctionnement	3 292	3 391
Subventions pour charges de service public versées	25 289	24 787	
Dépenses d'intervention	144 736	146 218	
Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	122	601	
Intérêts payés	44 933	45 550	
Autres décaissements	94 835	92 334	
	Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)	-64 391	-75 983
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	Acquisitions d'immobilisations	32 317	30 303
	Immobilisations corporelles et incorporelles	10 433	10 466
	Immobilisations financières	21 884	19 837
	Cessions d'immobilisations	10 062	17 226
	Immobilisations corporelles et incorporelles	564	638
	Immobilisations financières	9 498	16 588
	Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)	-22 255	-13 077
Flux de trésorerie liées aux opérations de financement	Emissions d'emprunt	200 343	201 307
	OAT	129 259	128 065
	BTAN	82 280	82 584
	Solde des BTF	-11 196	-9 342
	Remboursement des emprunts (hors BTF)	123 698	120 550
	Dette négociable	122 426	119 967
	- OAT	63 320	58 454
	- BTAN	59 106	61 513
	Dette non négociable	1 272	583
	Flux liés aux instruments financiers à terme	-168	-95
	Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)	76 477	80 662
	Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)	-1 004	-1 913
	Variation de trésorerie (V=I+II+III+IV=VII-VI)	-11 173	-10 311
	Trésorerie en début de période (VI)	-57 857	-47 546
	Trésorerie en fin de période (VII)	-69 029	-57 857



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2012
Dépôts de fonds au Trésor		Organismes d'assurance et de réassurance	186	167	353
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	10
		La Poste	1	0	2
		Autres organismes à caractère financier	138	62	201
	CEPL	Régions	1 297	127	1 425
		Départements	5 082	-53	5 029
		Communes	18 123	1 987	20 110
		Hôpitaux	3 221	1 032	4 252
		HLM	205	208	412
		Autres CEPL	16 804	2 989	19 793
		Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	2 042
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		1 702	659	2 361
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		1 471	1 475	2 946
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique		523	132	656
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		14 054	1 087	15 141
	Communautés européennes		877	-729	148
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	74	14	87
		GIP	338	69	406
		EPL	1 904	7	1 911
Autres correspondants		6 056	5 215	11 271	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		90	-3	87	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 086	-984	1 103	
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 032	-2 124	1 908	
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-22	4	
Total Passif (A)		86 179	13 358	99 536	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1	
Découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0	
Total Actif (B)		2	-2	1	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		86 176	13 359	99 536	



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 980	73 175	1 386 154
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	61 854	949 739
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	56 482	786 984
- <i>taux variable</i>	138 497	3 916	142 413
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	22 517	269 815
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	20 770	259 513
- <i>taux variable</i>	8 366	1 540	9 906
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-11 196	166 600
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	-4	235
Dettes exigibles	238	-4	235
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-4	235
Autres emprunts (C)	6 849	-1 055	5 794
TOTAL (A+B+C)	1 320 067	72 116	1 392 183



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.